



Les salariés des fonderies en lutte

Dans les fonderies du Poitou, de Châteauroux et de Laigneville, l'objectif du groupe Montupet pour augmenter ses profits, passe par la baisse du coût du travail, fil rouge de sa stratégie.

Aux Fonderies du Poitou, le patronat entend diminuer les salaires de 15% et imposer le passage de 38 heures 30 à 35 heures avec la réduction de salaire qui l'accompagne. Au total, cela ferait 25% de salaire en moins. Un salarié après 24 ans de présence a un salaire brut mensuel de 1800 euros. **Le chantage est : sauver l'entreprise.**

A Châteauroux où la direction entend augmenter la durée du travail. La remise en cause des pauses lui ferait gagner plus de 13 jours de travail gratuit sur l'année. Par ailleurs, la stratégie de la direction vise à transférer des activités et des moyens de production vers un pays à bas coût, en Inde par exemple, mettant en cause à terme l'existence même de l'établissement de Châteauroux.

Le groupe Montupet fait des profits.

Il emploie 1.700 salariés en France, où il produit 50% de ses produits livrés dans le monde. Il a des sites en Bulgarie et au Mexique.

En 2010, il a augmenté son chiffre d'affaires de 84% et réalisé un profit de 6,7 millions d'euros. Au premier semestre 2011, son chiffre d'affaires a augmenté de 32,7% sur 2010. Il a été de 251 millions d'euros.

Renault, leur principal client était propriétaire des fonderies. En 1998 il les a vendues, créant ainsi des sous-traitants qui sont mis en concurrence pour faire pression sur les prix bien évidemment et en tirer le bénéfice maximum.

Les salariés ne l'entendent pas ainsi et dès l'annonce de ce coup de force, ils sont entrés en lutte. Les fonderies du Poitou ont entamé une grève dès le 2 septembre. Les salariés des trois fonderies ont manifesté le 8 septembre devant l'usine de Châteauroux. La lutte continue. "Communistes" apporte son soutien aux salariés en lutte.

Ces attaques du patronat se font dans le même temps où le gouvernement poursuit sa politique antisociale dont le seul but est de répondre aux exigences du capital, comme montre le plan de rigueur pour le peuple de 12 milliards d'économies.

Pas d'autre choix que la lutte pour refuser de subir la loi du capital. Le rendez vous du 11 octobre peut être une grande journée de mobilisation, de grèves et de manifestations dans tout le pays. Sachons saisir cette opportunité pour refuser les politiques d'austérité qui ne pénalise que les salariés.

Lutter, c'est affirmer également que ce système capitaliste ne peut en aucun cas être amélioré, que d'autres choix sont possible dans notre pays qui en a les moyens à condition de lutter de plus en plus fort contre le capitalisme et tous ceux qui le soutiennent.